AP
20
D32
no.1

DEFENSE DE L'OCCIDENT

SOMMAIRE

— Pour un « Mouvement Populaire Européen » au service de l'indépendance nationale et européenne.

LES IDEES ET LES FAITS

— Les Elections américaines.

— Le Procès Slansky.

— L'Evolution du R.P.F. vue de l'étranger.

— Le Tribut à Israël.

NOUVELLES EUROPEENNES, NOUVELLES POLITIQUES

— Nouvelles d'Allemagne et d'Italie.

— Les Regroupements en Allemagne.

— La nouvelle loi électorale italienne.

— L'Histoire des années terribles.

— L'Election du 1er secteur de Paris.

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE

— **Peut-on défendre l'Europe occidentale ?** (d'après un article du Dr E. Samhaber dans **Geo-Politik**, nov. 1952).

— Le Drame de Casablanca.

N° 1 — DECEMBRE 1952 Mensuel — Prix : 100 Fr.

UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

DEFENSE DE L'OCCIDENT

Adr. provis. : **Librairie de « La V[illegible] bd Poissonnière, Paris-IXe**

COMITÉ DE SOUTIEN

Jean-Louis Tixier-Vignancourt, [illegible] Poulain, Maurice Gait, Odette Moreau, Maurice Bardèche, Michel Trécourt, Gérard Fontenay, Philip de Lus, Henri Bonifacio, Louis Teissier, Maurice Duquesne, P. Savary, R. Malliavin, Jean Lesieur, Roland Moncho, Bernard Laignoux.

ABONNEMENTS

1 an : 1.000 francs ; 6 mois : 600 francs ; 3 mois : 300 francs
Etranger : 1 an, 1.200 fr. ; 6 mois, 700 fr. ; 3 mois, 400 fr.
Abonnement de soutien : 1 an : 3.000 francs
Adresser tous paiements à : « LES SEPT COULEURS »
35, rue Cortambert, Paris-16e — C.C.P. 218.219 Paris

FRIMES SPECIALES A NOS ABONNES

A tout abonné d'un an nous offrons gratuitement un bon pour 300 fr. de volumes à prendre aux Editions des Sept Couleurs (catalogue en dernière page de notre couverture). En outre, tout abonné d'un an a droit avec chaque numéro à deux exemplaires de propagande gratuits de **Défense de l'Occident** qui lui seront expédiés en même temps que son propre exemplaire.

A tout abonné de six mois, nous offrons gratuitement un bon pour 150 fr. de volumes à prendre aux Editions des Sept Couleurs (catalogue en dernière page de notre couverture). En outre, tout abonné de six mois a droit avec chaque numéro à un exemplaire de propagande gratuit de **Défense de l'Occident** qui lui sera expédié en même temps que son propre exemplaire.

Tout abonné de trois mois a droit avec chaque numéro à un exemplaire de propagande gratuit de **Défense de l'Occident** qui lui sera expédié en même temps que son propre exemplaire.

AVIS IMPORTANT

Si nos idées vous intéressent, si vous êtes d'accord avec les grandes lignes de notre action, abonnez-vous ou envoyez-nous le prix du présent numéro (100 fr.) en remplissant le chèque postal accompagnant votre exemplaire. Si notre bulletin ne vous intéresse pas, renvoyez-nous le présent exemplaire sous bande affranchie à 5 francs : votre nom sera effacé sur nos listes.

Copyright by **Défense de l'Occident,** 24, bd Poissonnière, Paris (IXe)

12-14513

POUR UN

"Mouvement Populaire Européen"

au service de l'indépendance nationale et européenne

Nous adressons le présent compte-rendu à ceux de nos camarades nationaux qui s'inquiètent de l'échec subi depuis deux ans par les tentatives de rassemblement de l'opposition nationale. La politique de contrainte et d'oppression menée contre nos idées, les moyens de pression dont dispose le régime en sont certainement une cause importante. Acceptons de voir aussi qu'une attitude, absolument nécessaire, de protestation contre l'injustice et de justification historique, nous a éloignés jusqu'ici des solutions constructives. L'opposition nationale est incertaine et hésitante, par manque de moyens assurément, mais aussi par manque d'énergie et d'esprit créateur. En définitive, la crise actuelle de l'opposition nationale a ses origines dans la timidité de nos conceptions.

Nous ne prétendons pas créer quelque chose par un coup de baguette magique. Mais nous proposons une union des volontés et des tendances de l'opposition nationale sur quelques solutions claires et autour d'un instrument. C'est la réponse de nos camarades qui nous dira si ce sont là les conditions d'un travail en commun.

Toute action nationale a besoin qu'on lui propose un but exaltant. Les efforts et les sacrifices ne sont acceptés que pour la réalisation d'un *objectif national,* clair, accessible, juste, et répondant à l'idée de grandeur et de puissance qui est le fond du sentiment national. Cet objectif national n'existe pas en ce moment. En proposant des solutions qui convenaient à l'état de la France et du monde en 1914, mais qui ne tiennent pas compte des proportions du monde moderne, il est impossible d'obtenir une mobilisation des volontés. En définissant un nouvel objectif national qui ouvre à la France des perspectives de grandeur et de puissance dignes de son passé, nous devons accepter un renouvellement de la pensée nationale en France. En dirigeant résolument un nouveau nationalisme français vers une solution

socialiste et une solution européenne, nous croyons réunir les conditions d'une vaste perspective historique de puissance et de fraternité et offrir par là un nouvel *objectif national* capable de réveiller les qualités d'audace, de création et de générosité de notre peuple.

Les partis nationaux doivent d'abord accepter l'idée que la France n'est plus à l'échelle des deux grandes puissances mondiales. Cette constatation est amère, mais elle est évidente. La France n'est pas en état de rivaliser avec des Etats économiquement et militairement aussi puissants que les U.S.A. et l'U.R.S.S. Si elle veut conformer sa politique nationale aux idées ou aux sentiments qu'elle avait au début du siècle, elle est condamnée à rester une petite nation dont la protection ne sera assurée qu'aux dépens de son indépendance réelle.

Les partis nationaux ne peuvent avoir d'autre but que de rendre à la France le rang de grande puissance qu'elle avait autrefois : cette restauration ne peut être obtenue aujourd'hui qu'en associant la France à d'autres Etats européens.

QUELQUES CHIFFRES

Ce que la France seule ne peut réaliser, la France associée à d'autres Etats peut le faire.

Les U.S.A. ont 148 millions d'habitants, l'U.R.S.S. 210 millions. La France seule a 50 millions d'habitants, associée à l'Allemagne elle disposerait de 100 millions d'habitants, associée aux autres Etats de l'Europe continentale, elle appartiendrait à un bloc de 250 millions d'habitants.

Les U.S.A. produisent 500 millions de tonnes de charbon par an, l'U.R.S.S. 250 millions de tonnes. La France seule extrait 70 millions de tonnes par an, associée à l'Allemagne, elle en produirait 200 millions, associée aux autres Etats de l'Europe continentale, elle appartiendrait à un bloc disposant de près de 300 millions de tonnes de charbon.

Les U.S.A. produisent 95 millions de tonnes d'acier par an, l'U.R.S.S. en produit 35 millions de tonnes, la France seule en produit 13 millions de tonnes, associée à l'Allemagne elle en produirait 27 millions, associée aux autres Etats de l'Europe continentale, elle appartiendrait à un bloc disposant de près de 35 millions de tonnes d'acier.

L'ouverture d'un marché de 250 millions de consommateurs permettant l'emploi de procédés de production d'un très grand rendement accroîtrait encore ces chiffres. La planification de l'industrie européenne et la disparition des entraves permettraient non seulement un niveau de production bien plus élevé que le total actuel des productions nationales, elle permettrait aussi un accroissement du bien-être individuel, elle

mettrait à la disposition de tous des instruments modernes qui ne sont réservés en ce moment qu'à des privilègiés, et elle provoquerait automatiquement un relèvement continu du revenu moyen des salariés.

C'est également cette mise en commun des ressources qui permettrait seule aux Etats européens de disposer d'un armement moderne créé par eux-mêmes. Les bombardiers modernes exigent chacun 3 millions d'heures de travail au lieu de 85.000 en 1944 ; la puissance de feu des unités est en moyenne cinq fois plus grande qu'en 1944 ; les croiseurs et les porte-avions coûtent plusieurs dizaines de milliards ; les recherches atomiques exigent des investissements immenses. Un pays de ressources et de population moyennes ne peut faire face à lui seul à de telles dépenses d'armement et il est condamné à rester tributaire d'un plus grand pays pour sa défense, tandis qu'une communauté industrielle de 250 millions d'habitants dispose des ressources qui lui permettent d'équiper un jour des armées modernes comparables à celles de l'U.R.S.S. ou des U.S.A.

Nous n'avons donc pas d'autre moyen pratique pour retrouver notre puissance que de nous associer avec d'autres Etats européens. L'association avec d'autres Etats européens n'est pas pour la France *une politique*, qu'on pourrait à volonté remplacer par une autre politique, elle est une impérieuse nécessité nationale. La France fera cette politique ou elle ne sera plus à l'avenir qu'une nation de second rang, condamnée à se chercher des protecteurs. Les nationaux doivent prendre conscience de cette situation et s'engager résolument dans cette politique, mais, par contre, ils doivent être extrêmement vigilants en ce qui concerne les modalités qu'on propose pour cette association, et ils ont le devoir de rechercher et de définir des solutions nationales du problème européen.

L'INDEPENDANCE EUROPEENNE

Au lieu de rechercher loyalement les moyens les plus efficaces pour créer une communauté européenne, les régimes actuels ont voulu assurer le triomphe définitif d'une certaine idéologie, et, pour cela ils ont fait de l'Europe le secteur avancé d'un ensemble stratégique, économique et idéologique. Ils ont ainsi sacrifié l'Europe réelle à leurs calculs et à leur peur. Ils ont voulu que l'Europe ne fût qu'une dépendance dans un ensemble plus vaste, pour qu'elle ne puisse jamais recouvrer une liberté véritable à leurs dépens.

A l'Europe tributaire de Strasbourg, nous opposons la notion fondamentale d'une Europe indépendante. Ceci veut dire pour nous que l'Europe occidentale ne doit pas être un ensemble d'Etats satellites de Washington opposés à une Europe orientale groupant des Etats satellites de Moscou. L'Europe que nous voulons faire doit être une Europe absolument libre : elle

doit être libre de choisir sa propre politique, libre de diriger comme elle le voudra son économie, et finalement, si une troisième guerre mondiale éclatait, une Europe devenue forte devrait avoir la liberté de déterminer elle-même et seule, si elle participera ou non au conflit. En dehors de ces conditions, il n'est pas de liberté véritable.

Nous refusons de considérer la communauté européenne comme un réservoir de mercenaires. Nous nous déclarons hostiles à l'idée d'une communauté atlantique qui équivaut, en réalité, à une absorption de l'Europe occidentale dans un ensemble stratégique dirigé par Washington. Nous pensons que cette évolution progressive vers une direction unique de l'hémisphère occidental est une menace contre notre indépendance et risque en même temps de nous entraîner dans une guerre sans que nous soyons consultés. Ces notions nouvelles qui apparaissent peu à peu dans la politique mondiale, dépassent de loin la notion habituelle d'alliance. La notion d'indépendance européenne nous écarte au contraire de ces conceptions confuses et captieuses.

Nous exigeons pour une Europe nationale, les conditions qui étaient faites autrefois aux Etats nationaux souverains. Cette volonté d'indépendance ne préjuge pas des alliances que la communauté européenne, en tant que telle, pourra être amenée à conclure. Mais elle implique que la communauté européenne, une fois constituée, aura à reconsidérer les conditions qui ont été acceptées, avant sa naissance, par des Etats européens isolés et qui ont eu pour conséquence une situation fausse, favorable à des tentatives d'ingérence dans nos affaires nationales.

Une alliance avec les Etats-Unis, si le principe en était maintenu par une Europe nationale, ne saurait être pour elle qu'une alliance défensive, de type classique, librement discutée entre la communauté européenne d'une part, et les Etats-Unis d'autre part, alliance comportant des droits réellement égaux de la part de tous les participants et une égale liberté de décision. Seule cette forme de contrat peut convenir à une Europe indépendante, si celle-ci la juge conforme à son intérêt.

L'existence d'une Europe indépendante d'autre part, ne pourrait avoir que d'heureux effets sur le plan international. Elle contribuerait à détendre la situation internationale, elle diminuerait la psychose de guerre et d'encerclement. Elle permettrait peut-être de trouver des solutions à des situations de fait issues de la guerre que l'intégration de l'Europe au système atlantique rend pratiquement insolubles. Si l'on ne considère pas la guerre comme inévitable, l'existence d'une communauté européenne indépendante est, en définitive, souhaitable pour tout le monde. Elle serait la meilleure garantie de la paix dans le monde.

Les solutions nationales de l'Europe ne doivent donc prendre en considération que l'intérêt de l'Europe et l'intérêt de nos propres nations. En particulier, au point de vue stratégique, la communauté européenne doit se donner pour objectif essen-

tiel la défense effective des territoires européens. C'est pour notre sol, pour nos villes, pour notre liberté que nous voulons nous unir et nous défendre. Nous devons réhabiliter l'idée européenne en montrant qu'elle n'est rien d'autre que le prolongement et la transposition de notre volonté inconditionnelle de servir notre pays.

La France a un rôle immense à jouer dans cette communauté continentale. Elle est, par son étendue, sa population et ses ressources, le plus grand pays de l'Europe continentale, avec l'Allemagne, et, par conséquent, rien ne peut se faire contre sa volonté. Elle apporte, en outre, son empire africain, espace de peuplement et réservoir de richesses qui ouvre à la communauté européenne de larges perspectives pour l'avenir, et la position centrale de la France dans un ensemble Eurafricain assure à notre pays une position vitale dans toute communauté continentale. Les nationaux n'ont donc pas à craindre que la France soit absorbée dans une communauté anonyme. La France est au cœur de la communauté européenne. Elle en sera l'âme si elle sait aborder le problème européen avec un esprit clair, loyal et constructif. Loin de représenter une absorption ou une intégration de notre pays, la communauté européenne offre à la France une occasion historique unique : celle de réussir pacifiquement et en respectant le sens national des autres pays d'Europe, le rêve d'unité et de grandeur que Charlemagne et Napoléon n'ont pu réaliser. Mais, il appartient aux nationaux français de refuser les solutions hypocrites et dangereuses de l'esprit partisan et de montrer une voie claire et raisonnable, dans laquelle on reconnaisse, non seulement en France, mais à l'étranger, la nouvelle formulation de l'esprit national en Europe depuis les événements des dernières années.

LA RÉCONCILIATION FRANCO-ALLEMANDE

Une arrière-pensée fondamentale a guidé, à Strasbourg, les hommes qui ont élaboré les plans d'union européenne : la volonté de masquer par des solutions factices le véritable problème de toute communauté européenne, celui des rapports de la France et de l'Allemagne. On peut même dire que l'Europe de Strasbourg n'a été inventée que pour éviter le dialogue franco-allemand. Le projet d'armée européenne en est un exemple saisissant. Les hommes politiques français n'ont pas caché qu'en proposant une armée européenne, ils avaient surtout cherché à empêcher la reconstitution d'une armée nationale allemande. Nous devons dénoncer de telles arrière-pensées comme un calcul puéril, comme un procédé indigne de notre pays, et comme le type même d'une méthode contraire à l'esprit national et à l'esprit européen.

Les conséquences de tels calculs ont été très graves. Il est faux d'affirmer que le gouvernement français a préféré le système des autorités supra-nationales au système de juxtaposition sous une direction unique, des ressources nationales. Il n'a pas pesé et choisi. Le gouvernement français a éliminé la solution qui était suggérée par les faits et par le bon sens, simplement pour ne pas avoir à discuter avec un Etat allemand rétabli dans la plénitude de ses droits. Il s'est lancé dans une aventure, reconnaît-il lui-même, il a compromis toute la structure future de l'Europe, simplement pour réussir une manœuvre partisane. De telles méthodes ne peuvent donner dans l'avenir aucun résultat solide.

Il est impossible pour les nationaux français de consentir à la disparition de l'armée française. Le seul moyen d'obtenir qu'il subsiste une armée française au sein d'une défense commune européenne, c'est d'admettre aussi, loyalement, qu'il existe une armée allemande, fortement unie à l'armée française. Accepter que l'armée française se dissolve au sein de l'armée atlantique pour éviter qu'une armée allemande ne renaisse, n'est-ce pas un jeu de dupe ? Car, si cette armée composite est inviable, que restera-t-il pour la défense du pays ?

La solution nationale du problème européen s'inspire, au contraire, du principe qu'il faut sauvegarder le plus possible les souverainetés nationales et, dans chaque domaine, mettre en commun les ressources en les juxtaposant d'abord sous une direction unique, puis en leur donnant peu à peu un caractère fédéral, après s'être inspiré des enseignements de l'expérience.

Cette manière de poser le problème met en pleine lumière l'importance des rapports franco-allemands. La communauté européenne ne peut exister sans une mise en commun progressive des forces militaires, économiques et spirituelles de la France et de l'Allemagne. Une réconciliation sincère et loyale entre la France et l'Allemagne est la condition fondamentale de cette entreprise ainsi que la disparition de l'esprit de méfiance entre Français et Allemands.

Ce rapprochement doit être fondé sur une loyauté et une égalité réciproques. La France ne doit pas souhaiter une Allemagne faible, car la France et l'Allemagne peuvent avoir à faire face un jour à un danger commun. Mais la France doit d'abord elle-même être forte ; un redressement national de la France est la meilleure garantie pour la sauvegarde des intérêts français et en même temps le meilleur moyen de faire accepter par l'opinion une politique franco-allemande. Créer une France forte, appuyer toutes les mesures d'intérêt national sont donc pour les groupes nationaux un moyen efficace de travailler à la fois pour leur pays et pour la communauté nationale européenne. Une France forte et une Allemagne forte, unies au sein d'une communauté nationale européenne n'ont pas à craindre le retour de visées hégémoniques périmées auquel s'opposeront le fonctionnement des institutions communes aussi bien que l'esprit qui doit présider à la réconciliation ; leur

union constituerait au contraire un puissant facteur de stabilité politique et de paix.

A l'Europe hâtive et anonyme de Strasbourg, nous opposons donc une *Europe nationale,* formée par l'association volontaire des nations européennes sous une forme classique. A l'armée supra-nationale, nous opposons l'association d'armées nationales européennes, sous le commandement d'un état-major européen commun, avec un armement commun et une organisation standardisée. Au système des *pools* qui peut servir à couvrir les opérations les plus suspectes, nous préférons des plans quinquennaux de l'économie européenne combinés avec la disparition progressive des barrières douanières, la libre circulation des techniciens et des capitaux européens, l'emploi massif de la main-d'œuvre européenne disponible dans les secteurs faibles ou retardataires. Au constitutionnalisme systématique, nous préférons des accords directs entre les principales puissances européennes, auxquels viendraient s'associer ensuite les petits Etats, la naissance d'organismes bipartites ou pluripartites qui ne deviendraient des organismes fédéraux qu'après avoir prouvé leur utilité. Au principe de la renonciation à la souveraineté, nous préférons des rencontres d'hommes d'Etat responsables, suivies de délégations de souveraineté prudentes et progressives. Dans une Europe nationale, le véritable gouvernement de l'Europe n'est pas un conseil occulte et complexe, mais la réunion des chefs responsables des grands Etats européens. Et, en fait, il est clair que les décisions les plus importantes ne doivent pas être prises au sein d'organismes propices aux intrigues et aux dissimulations, mais qu'elles exigeront toujours des échanges de vues fréquents et confiants entre les chefs responsables de la France et de l'Allemagne. Loin d'éviter le tête-à-tête franco-allemand, nous devons donc le désirer et y préparer notre opinion. La tâche des nationaux français est de comprendre et de faire comprendre autour d'eux que, dans l'Europe actuelle, l'Allemagne ne peut être que notre associée et que nous devons dès maintenant la traiter comme telle.

C'est à cette tâche historique de réconciliation et d'union que nous appelons tous nos camarades nationaux en France. Nous leur demandons de prendre l'initiative de cette politique réaliste qui est la seule politique de l'avenir. Nous avons à choisir aujourd'hui entre une orientation atlantique et une orientation continentale de la politique française. Nous faisons appel à tous ceux qui pensent comme nous que l'orientation continentale est seule conforme à notre histoire et favorable à notre développement. Nous leur demandons de nous aider à créer dans notre pays l'atmosphère propice à un travail loyal et constructif entre la France et l'Allemagne, seule voie de l'indépendance et de la grandeur pour nos deux nations.

UNE EUROPE SOCIALISTE

Une Europe indépendante ne doit pas être liée inconditionnellement à un système économique dirigé de l'étranger. Elle doit avoir son propre système économique. L'indépendance économique n'est pas moins nécessaire à l'Europe que l'indépendance politique et l'indépendance militaire.

La création d'un système économique européen est pour la communauté européenne le seul moyen d'échapper à la pression des grands intérêts financiers devant laquelle nos régimes, politiquement et économiquement faibles, ont trop souvent capitulé. L'existence d'un système économique européen n'exclut pas des accords avec d'autres pays ou d'autres ensembles économiques. Mais là encore, la communauté européenne aura à décider elle-même sa politique économique et à réviser les conditions qui ont pu s'établir dans certains pays ou dans les territoires qui leur sont rattachés par suite de la faiblesse de leurs gouvernements.

La création d'un système économique européen appuyé sur l'Afrique est le meilleur moyen d'assurer le plein emploi de tous les travailleurs européens ainsi que l'utilisation rationnelle et complète des richesses naturelles. Elle est également le seul moyen de réaliser en Europe un véritable socialisme au lieu des réformes illusoires réalisées jusqu'à présent.

Un puissant bloc économique indépendant aurait seul assez de force pour imposer dans son espace économique ses propres conceptions économiques et sociales. Nos régimes actuels se sont laissés entraîner dans un système où ils ne sont plus maîtres ni de leur monnaie, ni de leurs prix, ce qui les rend incapables d'assurer la valeur des contrats de travail et des réformes sociales acquises, constamment remises en question par l'inflation ou les manipulations monétaires. De tels régimes sont incapables de protéger efficacement les travailleurs. L'autonomie économique réalisée dans le cadre européen est seule capable de créer une situation toute différente. Elle aura inévitablement pour résultat de faire du travail, et non du capital, la base de toute sa structure économique. Dans une telle communauté, les rapports du capital et du travail doivent se présenter d'une manière nouvelle. Les travailleurs seront naturellement associés à la lutte pour la production, qui sera en même temps une lutte pour l'indépendance et pour le bien-être. L'Europe nationale et les travailleurs européens s'apercevront très vite qu'ils ont le même but, les mêmes intérêts et les mêmes adversaires, car une communauté nationale européenne ne peut vivre et maintenir son indépendance qu'en luttant contre les grandes féodalités économiques qui visent à une domination mondiale. Les solutions socialistes ne seront pas, dans une communauté nationale européenne des solutions arrachées par les travailleurs ou concédées par le patronat, elles seront les solutions naturelles de l'Europe nationale.

UN ESPRIT NOUVEAU

Nous ne devons pas chercher seulement des conditions de travail plus juste, nous devons apporter la conception d'un nouvel idéal humain. Le nouvel idéal national européen met au premier plan la volonté de créer et de servir, l'enthousiasme, le sentiment d'être associé à une tâche grandiose et féconde. Ce nouvel idéal refuse radicalement les hiérarchies fondées sur l'argent. Il propose des hiérarchies nouvelles fondées sur le travail, c'est-à-dire sur l'apport effectif de chacun aux réalisations communes, ainsi que sur la volonté de servir, le désintéressement et le courage. La civilisation actuelle n'a su constituer que des élites techniques. Un des buts de l'idéal national européen est de constituer une élite morale, à laquelle sera confiée la tâche de réaliser le véritable socialisme européen. Cette élite, dont les qualités essentielles seront l'abnégation et la discipline, doit montrer la route vers une conception virile et saine de la vie. La conception sociale d'une communauté nationale européenne comporte en première ligne la revendication de la justice sociale, et, en outre, l'affirmation des principes suivants : respect de toutes les libertés individuelles, remise en honneur des valeurs traditionnelles dévalorisées par les idéologies actuelles, l'honnêteté, le loyalisme, la discipline, le sens du devoir, la santé morale. Le but d'une communauté nationale européenne est de faire vivre dans une Europe forte et indépendante une race d'hommes moralement et physiquement saine et disposant des immenses moyens que la technique moderne met à notre disposition pour le bonheur de chaque famille et l'épanouissement complet de chaque individu.

La réalisation de telles tâches ne peut être attendue de régimes faibles, prisonniers des influences ou des intrigues de l'étranger, ou minés par des partis inféodés à l'étranger. Elle ne peut pas être attendue davantage d'organismes de techniciens faibles par eux-mêmes et inévitablement soumis aux pressions. Seuls des Etats nationaux, disposant d'un pouvoir exécutif stable peuvent entreprendre une pareille tâche. Nous souhaitons donc que les forces nationales se groupent dans les différents pays d'Europe et constituent des ensembles politiques suffisamment représentatifs pour appuyer des gouvernements stables animés d'une volonté véritable de défendre l'indépendance de leur pays. Nous souhaitons, en particulier, voir apparaître, en Europe, des gouvernements qui aient le courage de combattre efficacement les partis et organisations communistes et crypto-communistes, de s'opposer à la trahison et au sabotage, et en même temps, d'effacer par de larges mesures d'amnistie les graves séquelles politiques de la guerre. De tels gouvernements seraient assurés d'un large appui de la partie la plus saine du peuple, et ils obtiendraient, grâce à une telle politique, une autorité morale qui leur permettrait d'agir efficacement en faveur de l'indépendance nationale de leurs pays.

POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE EUROPÉEN

Ces résultats ne sont pas impossibles à atteindre. Il est naturel que des oppositions nationales se forment peu à peu dans les principaux pays d'Europe. Notre tâche est de faciliter la constitution de tels rassemblements en fournissant des idées nouvelles qui puissent devenir des bases de discussion pour des secteurs assez vastes de l'opinion publique. Nous ne devons pas nous enfermer dans des positions d'une intransigeance absolue, mais proposer une nouvelle orientation de l'esprit national acceptable pour tous ceux qui sont sincèrement attachés à l'intérêt du pays. Nous devons aussi créer des instruments qui correspondent à notre désir de faire prévaloir des solutions de bon sens et d'efficacité. C'est pourquoi nous invitons nos camarades français à proposer avec nous un *Mouvement Populaire Européen,* qui n'aura pas pour objet de se substituer aux partis et formations existants, mais de travailler dans les milieux nationaux à la réconciliation loyale et sincère des peuples européens et à l'avènement d'une Europe indépendante, nationale et communautaire.

Nous n'abordons pas cette idée sans préparation. Nous sommes dés maintenant assurés de rallier à notre programme de nombreux groupes, d'origine politique très diverse, dans les pays étrangers. Nous croyons qu'après une période de travail qui a consisté à confronter pendant deux ans les divers points de vue nationaux, le moment est venu de proposer une formule qui permette à nos camarades français de manifester leur intérêt pour les principes proposés. C'est votre réponse seule qui nous permettra d'affirmer qu'il existe en France un courant d'opinion dans ce sens.

A tous ceux que nos idées intéressent, nous demandons de nous écrire, de constituer, sur le plan local, des groupes d'*Amis du Mouvement Populaire Européen,* de propager notre bulletin, de nous envoyer des listes de sympathisants. Nous vous enverrons aussitôt des directives. Même avec un petit groupe de camarades, vous pouvez déjà créer un noyau utile, et, par une action continue et disciplinée, nous rendre de grands services.

A ceux de nos camarades qui jouent un rôle dans la vie syndicale, ou la vie politique locale, ou encore dans les partis nationaux existants, nous demandons de nous écrire directement. Nous étudierons avec chacun d'eux, les méthodes les plus convenables pour propager nos idées.

Les élections américaines

Les élections américaines ont amené un résultat qui est conforme au sens de l'évolution de l'opinion mondiale.

Après le recul des gouvernements marxistes ou pseudo-marxistes, issus de la révolution avortée de 1945, recul qui s'est traduit en Europe par les défaites enregistrées en Angleterre par les travaillistes, en France, en Italie et en Allemagne par les coalitions au pouvoir depuis 1945, les élections américaines sont une manifestation de plus de la régression de ces forces qu'on peut appeler, malgré le caractere historique d'un tel vocabulaire, des forces de front populaire.

Le triomphe personnel du général Eisenhower n'a rien qui soit propre à nous réjouir : nous ne pouvons oublier que le général Eisenhower s'est associé à la conduite cruelle des opérations contre les populations civiles, qu'il partage en tant que commandant en chef la responsabilité des bombardements massifs des villes allemandes et aussi de villes françaises et de villes italiennes, enfin qu'il a couvert de son autorité la répression sanglante contre les Allemands vaincus, le procès de Nuremberg, et toutes les falsifications de la vérité qui ont marqué les années 1945 à 1947. Même si son évolution personnelle a été considérable, nous ne pouvons oublier qu'il a été un instrument docile de la politique criminelle de Roosevelt et qu'il s'est ressaisi beaucoup trop tard. Mais la victoire d'Eisenhower est en même temps la victoire du parti républicain aux Etats-Unis, et c'est dans ce parti que se trouvent les forces américaines avec lesquelles une entente, ou du moins une conversation, est possible.

Ce n'est pas l'Amérique tout entière qui est responsable de la situation dramatique des pays européens, c'est la politique rooseveltienne et l'Amérique rooseveltienne. La haine de certains milieux républicains contre Roosevelt, il ne faut pas l'oublier, est aussi violente que la nôtre et elle s'exprime dans des termes sur lesquels notre presse a toujours fait le silence, mais qui dépassent tout ce qui a pu être dit ou écrit en Europe à ce sujet. Il y a probablement des points d'entente entre des Américains qui ont toujours combattu la politique de Roosevelt et des Européens qui pensent comme eux sur ce point. Il n'est pas

démontré que la politique d'Eisenhower échappe à l'influence des banques juives et des milieux d'affaires qui leur sont attachés, car une partie de la fortune américaine est entre les mains des Juifs, et des élections sont impuissantes à changer cette situation qui peut continuer à peser sur la politique américaine. Mais la victoire républicaine a l'avantage d'éliminer du pouvoir les hommes qui ont été jusqu'ici les instruments de la politique juive. Elle associe au pouvoir, au contraire, des hommes qui ont toujours condamné les idées de Roosevelt et la politique de Roosevelt.

Pour tous ceux qui pensent qu'il faut commencer en Europe par prendre résolument le contre-pied de tout ce qui a été fait par Roosevelt et ses successeurs, ce changement de personnel est un avantage positif. Quel rôle peut être joué dans la politique nouvelle des Etats-Unis par l'aile marchante du parti républicain qui a mené le combat contre Roosevelt, c'est ce que nous ne savons pas encore. Les événements seuls nous l'apprendront. Mais nous devons retenir de ces élections américaines qu'une période nouvelle peut s'ouvrir dans les relations de l'Europe et des Etats-Unis. Il y a aux Etats-Unis, comme en Europe, des forces nationales qui souvent, dans leurs journaux, appuient des positions analogues à celles des forces nationales en Europe. Des journaux comme le *Chicago Tribune* ont écrit des articles d'une violence que l'opposition la plus décidée aux régimes actuels en France, en Allemagne ou en Italie n'a jamais dépassée. Des hommes comme le sénateur Mac Carthy ont mené la lutte contre les communistes et les crypto-communistes avec une énergie dont nous ne trouvons aucun exemple équivalent en Europe. Le procès de Nuremberg a été rarement combattu avec plus de fermeté que dans certains journaux américains. D'autres hommes, avec moins d'éclat, se sont manifestés comme des hommes qui ont vu clair dans les causes du désordre européen et qui ont su déceler les influences qui expliquent notre actuelle impuissance. Et nous ne parlons pas des nombreux périodiques d'opposition, d'un tirage souvent important. dont le ton dépasse tout ce que nous pouvons imaginer en Europe et qui nous révèlent une Amérique absolument inconnue. Les Etats-Unis sont à la fois un pays sur la politique duquel l'influence juive a été toute-puissante, et, en même temps, il est le pays dans lequel l'antisémitisme a pris la forme la plus violente. Les Etats-Unis sont le pays qui a pris la tête de la croisade idéologique antiraciste et en même temps c'est le pays où l'on sent le plus vivement les nécessités élémentaires d'une politique de ségrégation. Nous devons tenir compte de toutes ces contradictions. Les Etats-Unis ne sont pas Roosevelt et l'hostilité à l'idéologie rooseveltienne ne signifie pas l'hostilité à l'égard du peuple américain.

L'affolement qui a accueilli dans notre presse le résultat des élections américaines suffirait à nous instruire. Tout le monde a senti que la politique rooseveltienne et avec elle le règne du *brain-trust* progressiste mis en place par Roosevelt était terminé. Il se peut que cette défaite ne soit pas totale et

que la politique d'Eisenhower nous déçoive rapidement. Mais, au moins derrière elle, se manifeste la présence d'une Amérique antimarxiste et nationale de laquelle une Europe antimarxiste et nationale peut tenir compte pour faire prévaloir en Europe des solutions nouvelles et un esprit nouveau.

Nous croyons qu'une période nouvelle va s'ouvrir bientôt dans la vie politique européenne. Avec d'inévitables soubresauts qui trahissent la volonté des forces crypto-marxistes de s'attacher au pouvoir, ce sont des éléments nouveaux qui, progressivement, se feront entendre dans la vie politique des différents pays européens. Les élections du printemps et de l'été 1953 en Allemagne et en Italie seront l'occasion décisive de renouvellement. Ce tournant de la politique européenne donnera alors son sens complet au tournant de la politique américaine.

●

LE PROCES SLANSKY

Commençons par une constatation généralement omise. En 1945, la Tchécoslovaquie fut le théâtre d'atrocités qui dépassent tout ce qui s'est passé en Europe à cette date. L'expulsion de plusieurs millions d'Allemands des Sudètes, des massacres à grande échelle d'un caractère bestial, des vieillards, des femmes, des enfants éventrés, crucifiés, torturés par milliers, la réouverture des camps d'extermination, voilà quel était le tableau de la Tchécoslovaquie au moment où participent au pouvoir, autour de M. Benès, les figures de M. Clementis, de M. Slansky, de M. Gottwald et de leurs amis. Il était nécessaire que ces faits fussent rappelés. On en tirera les conclusions qu'on voudra.

Ce n'est d'ailleurs pas la question qui est posée sur le procès Slansky. Ceci n'est donc qu'une parenthèse. En réalité, nous ne parlerons de ce procès que pour poser la question qui a été posée par tout le monde :

Quelle est la portée exacte de ce renversement sensationnel dans la politique soviétique ? Le parti communiste de l'U.R.S.S. et des pays satellites est-il devenu antisémite, ou faut-il accorder une importance toute spéciale à la distinction qui a été faite entre antisionisme et antisémitisme ?

Remarquons d'abord qu'on n'a pas cessé de rappeler au cours du procès et à la radio tchèque que la condamnation du sionisme ne comporte nullement une approbation du racisme et de l'antisémitisme. Au contraire, le racisme et l'antisémi-

tisme ont été flétris comme méthodes « hitlériennes ». D'autre part, bien que des informations incontrôlables aient fait état depuis dix-huit mois de persécutions antisémites en Russie, il ne semble pas que le procès de Prague ait été accompagné dans les pays satellites de persécutions proprement racistes. Au contraire, malgré le procès de Prague et la préparation du procès Gomulko en Pologne, il semble bien qu'il n'y ait rien de changé à la situation personnelle de Kaganovitch, beau-père de Staline, non plus qu'à celle de Béria, et, en Hongrie, on trouve toujours au pouvoirs les juifs Rakosi, Geroë, Farkav, Revai, tandis qu'en Roumanie c'est un juif, Chishineriki, qui mène la lute contre les juifs Luca et Anna Pauker. La distinction entre antisionisme et antiracisme ne semble donc pas être un simple camouflage, et il semble qu'il y ait autre chose.

Par rapport à l'antisémitisme racial qui est une position doctrinale absolue, ne pouvant aboutir qu'à la ségrégation totale et éventuellement à la persécution, l'antisionisme se caractérise comme une réaction nationale. Il implique non pas une haine de race, mais une méfiance fondamentale contre des individus qui ont deux patries et qui, par conséquent, sont peu sûrs au point de vue national. Sans prendre position sur le fond du procès, il n'y a rien d'invraisemblable, en effet, à ce que de telles attaches sentimentales puissent être utilisées par une puissance étrangère : les juifs qui ont accueilli avec joie l'arrivée des Russes qui leur permettait d'installer à Prague un de ces gouvernements de front populaire qui sont pour eux le meilleur instrument de leur puissance politique, n'étaient peut-être pas par tempérament les hommes en lesquels s'incarnait le mieux la volonté de discipline, de travail, d'abnégation pour une communauté socialiste, et il n'est pas impossible que la nostalgie du front populaire ait fait d'eux des mécontents assez disposés à accueillir les approches d'agents américains ou juifs et finalement qu'il soient devenus des instruments d'une politique d'infiltration. Ce procès souligne donc le danger de la double nationalité de cœur pour des pays soucieux de discipline nationale. En ce sens, il est très différent, dans son essence, de la persécution raciste systématique, et les contradictions apparentes qui ont été signalées se trouvent levées par une telle interprétation.

Nous aurons, d'ailleurs, une occasion prochaine de vérifier cette interprétation. Si l'antisionisme se confond avec l'antisémitisme, cela doit avoir pour conséquence l'élimination des influences juives en U.R.S.S. et en Hongrie, et, au delà, une épuration analogue que nous pourrons suivre de beaucoup plus près dans le parti communiste français. Nous verrons bien si ce mouvement amènera en France l'épuration des éléments juifs ou judéophiles du parti, Marie-Claude Vaillant-Couturier (née Vogel), Villon (de son vrai nom Grinzburger), Madeleine Braun et son mari, ainsi que de la cohorte de sympathisants, Wurmser, Nordmann, Matarasso, etc. Pour l'instant, le moins qu'on puisse dire, c'est que le parti communiste français n'est nullement fermé à l'influence juive.

Il y a lieu de tenir compte également des intentions de propagande qui existent de part et d'autre. Bien qu'il soit peu vraisemblable que le procès de Prague ait été inventé uniquement pour les besoins de la propagande, il est probable que la diplomatie soviétique à l'intention de se servir de sa position interne à l'égard du sionisme pour renforcer son influence dans les pays arabes. Cela ressort assez clairement de certaines déclarations faites au procès ou à la radio. Mais d'autre part, ceux qui ont intérêt à mobiliser l'Europe dans une guerre contre la Rusie sont très heureux de pouvoir ajouter à leur collection d'atrocités soviétiques cette accusation de persécution raciale systématique qui a fait merveille contre l'Allemagne d'Hitler. Un document confidentiel déjà ancien, le discours prononcé par le Rabbin Emmanuel Rabinovich à l'assemblée extraordinaire des Rabbins tenue à Budapest le 12 janvier 1952 — document dont nous reparlerons — esquissait dès ce moment les grandes lignes de cette manœuvre. D'autre part, les démarches et interventions extraordinaires faites pour la première fois, à propos du procès de Prague, révèlent une volonté concertée d'agiter l'opinion et de se servir d'une arme déjà éprouvée pour renforcer les effets de la croisade antisoviétique.

Une Europe indépendante ne doit pas se laisser entraîner aveuglément dans une croisade antisoviétique qui ferait d'elle un instrument de certaines intrigues de politique mondiale. Le devoir des nationaux en Europe est, au contraire, de rechercher les éléments de détente de la politique mondiale et de favoriser des conversations internationales utiles, entreprises dans un esprit nouveau, pour mettre un terme à la situation imposée depuis sept ans aux peuples européens. Nous devons retenir de ce débat que l'influence de certaines intrigues internationales n'est pas une situation spéciale à la Tchécoslovaquie, mais qu'elle intervient aussi bien dans la politique des peuples européens et dans la politique des Etats-Unis. Dans la mesure où les milieux républicains d'Amérique désirent réagir contre les influences sionistes qui se sont exercées effectivement sur la politique rooseveltienne, et dans la mesure où certaines fractions de l'opinion européenne sont elles aussi conscientes de cette influence, le procès de Prague fait intervenir un élément nouveau dans la politique européenne. Cet élément nouveau n'est pas l'antisémitisme, il est le sentiment national. Pourquoi une Amérique nationale, affranchie des influences cosmopolites, n'arriverait-elle pas à causer avec une Russie nationale renonçant au jeu mortel du soutien des partis communistes à l'étranger ? C'est dans une politique honnête, dans une politique de « chacun chez soi » que nous pouvons peut-être chercher le moyen de sortir de la situation actuelle.

L'évolution du R.P.F.

vue de l'Etranger

Les dernières assises nationales du R.P.F. et en particulier le discours de M. Capitant au Vélodrome d'hiver ont suscité un très grand intérêt à l'étranger et en particulier chez nos amis italiens du M.S.I. (Movimiento Sociale Italiano). Nous donnons ici de larges extraits de l'éditorial qui a été consacré à cet événement par Filipo Anfuso, ancien ambassadeur d'Italie à Berlin, rédacteur en chef du quotidien *Secolo d'Italia*.

« Ce que je retiens dans le Rassemblement de De Gaulle est cette acceptation complète et sans périphrase du principe corporatif sous toutes ses formulations. La fortune de ce principe corporatif auprès du plus grand parti politique français, tandis qu'en Italie des ex-fascistes devenus démocrates chrétiens ou communistes se contorsionnent à ce seul mot, n'a rien à voir avec le fascisme velléitaire et nostalgique que la loi Scelba voudrait nous attribuer et auquel on ne donne le nom de fascisme que par volonté de diffamation et de provocation. L'actuelle évolution du gaullisme vers le corporatisme de style italien semble devoir constituer désormais la force attractive du parti après le récent Congrès. C'est effectivement en des termes qui ne sont pas étrangers aux sympathisants du M.S.I. que le député Capitant a défini le double privilège qui altère le régime actuel en France : le privilège du patronat fondé sur le contrat de travail et le privilège représentatif fondé sur la souveraineté parlementaire. Le député Capitant a précisé que le principe du régime représentatif est en contradiction avec le principe de la démocratie parce qu'il n'attribue pas directement la souveraineté au peuple mais à ses représentants. Et la partie fondamentale de son exposé a été consacrée à la démonstration que l'association capital-travail constitue le meilleur sinon l'unique moyen d'arrêter le communisme. Nation et Travail. C'est-à-dire pour nous : Etat National du Travail.

« Je ne puis que répéter que ce n'est pas là du fascisme. Hier encore, aux confins de l'Europe occidentale, dans cette Saxe dont la plus grande partie est occupée par les Russes, les partisans d'un idéal national et social analogue à celui qui est revendiqué aujourd'hui par le premier parti français et qui est encore présent à l'esprit des Allemands vaincus, ont ont remporté une grande victoire électorale en dépit de la dissolution de leur parti. On ne prétendra pas que de Gaulle prépare le retour d'Hitler, comme on l'a objecté aux électeurs de Saxe qui, à la frontière de l'Europe et du communisme, ont

eux aussi voté pour la nation et pour le travail, comme voteront demain des millions d'Italiens.

« La vérité est que les Européens commencent à se rendre compte que le communisme ne peut être efficacement combattu que par l'alliance des forces du travail et de celles de la nation. Le cléricalisme international a subi une dure déconvenue avec la défaite de Truman qui l'avait choisi comme allié contre les communistes et qui lui avait donné l'ordre de soutenir les accusations de Nuremberg. Les communistes et les démocrates chrétiens redoutent, les uns aussi bien que les autres, la nouvelle orientation de la politique américaine depuis la victoire des républicains. Ils craignent que les Américains ne s'aperçoivent que seule une Europe nationale puisse être pour eux une alliée solide. »

Nous signalons cet article significatif parce qu'il montre clairement quelles sont les aspirations communes à un certain nombre de grands mouvements nationaux en Europe. Cet espoir d'un des principaux interprètes de la politique du M.S.I. est en lui-même plus chargé de sens que son jugement sur l'avenir du gaullisme, sur lequel on ne peut guère porter de l'étranger un diagnostic exact. Anfuso ne pouvait deviner que le discours de Capitant, s'il renforce une orientation déjà connue, amorce aussi peut-être un rapprochement avec le parti socialiste et le M.R.P. pour reconstituer un tripartisme à tendance socialiste dans l'esprit de la résistance destiné à succéder au « vichyste » Pinay. Que dirait-il si ses beaux espoirs aboutissent demain à un ministère à participation socialiste qui nous ramènerait aux beaux jours de 1947-1948 ? Il oublie aussi dans son enthousiasme une donnée sentimentale et psychologique dont on ne peut faire abstraction. Par la personnalité de son chef, l'action du R.P.F. est liée à la politique des années 1945-1946 dont elle ne peut être qu'une justification. Par là, elle est nécessairement une politique partisane, à un moment où nous avons besoin plus que jamais d'une action politique entièrement neuve qui n'emprunte plus ses références au passé. Nous sommes bien convaincus comme Anfuso de l'intérêt de ces sentiments nouveaux et nous ne perdrons aucune occasion d'essayer de convaincre les militants du R.P.F. que sur beaucoup de points nous pensons comme eux et que c'est dans cette voie et avec eux que nous désirons trouver une solution. Mais la personne du général de Gaulle reste un obstacle pour nous et pour des millions de Français ; elle est un obstacle aussi pour des millions d'Allemands en raison de la participation que son gouvernement a prise dans le jugement de Nuremberg et la politique immédiate d'après-guerre. Ce n'est pas là de la nostalgie et du pessimisme. Ce sont des obstacles de fait. Nous souhaitons associer le plus largement possible nos camarades du R.P.F. au travail que nous entreprenons sur le plan européen. C'est en ce sens que l'appel d'Anfuso pourra peut-être trouver un écho.

Le tribut à Israël

De toutes parts en Allemagne s'élèvent des protestations contre l'extraordinaire faiblesse avec laquelle le gouvernement Adenauer a consenti au paiement privilégié de 300 milliards de réparations à l'Etat d'Israël. Des milliers de tracts et de protestations circulent en Allemagne pour s'élever contre le paiement de ce tribut de guerre qui rappelle les usages barbares des peuplades non civilisées. Ces protestations rappellent que l'Allemagne doit faire face à des charges écrasantes pour la reconstruction de son économie, pour l'aide aux blessés et mutilés de la guerre, aux neuf millions d'Allemands expulsés des provinces de l'Est et pour sa contribution à la défense commune de l'Europe contre le bolchevisme. *Tout milliard payé à l'Etat juif est un milliard retiré à la défense commune de l'Europe.* Ce tribut qui n'est exigé de l'Allemagne par aucun des pays qui ont fait la guerre contre elle, se fonde sur la fable, aujourd'hui démentie par les Juifs eux-mêmes, de la soi-disant extermination de six millions de Juifs qui n'étaient d'ailleurs nullement des citoyens israèliens. En réalité, en affaiblissant les moyens de défense de l'Allemagne, ce sont les moyens de défense de toute l'Europe qu'on affaiblit, dans sa lutte vitale pour son indépendance et pour la paix.

Les pressions extraordinaires, qui, de tous côtés ont été faites sur Adenauer pour l'amener à cette signature, et en particulier les pressions américaines, montrent d'une façon éclatante l'influence d'un réseau international tout-puissant, s'exerçant au bénéfice de l'Etat d'Israël et se manifestant par une ingérence dans les affaires intérieures des Etats. Les mêmes pressions, allant jusqu'au refus de la loi d'amnistie et au chantage par les autorités d'occupation, ont été exercées sur le Chancelier d'Autriche sur l'ordre du député juif Jacob K. Javits, pour l'amener, lui aussi, à accepter le paiement d'un tribut à Israël. Ce réseau d'influences mondiales, jouant au profit de l'Etat juif, ne justifie-t-il pas les assertions du Procès de Prague ? Ne montre-t-il pas, d'une manière significative, l'intervention d'une internationale juive dans des affaires strictement nationales, par exemple, ici, la question des relations entre l'Allemagne et les pays arabes ? N'est-ce pas un danger pour l'indépendance et l'avenir des Etats européens ?

Allons-nous recommencer les fautes du *diktat* de Versailles ? Qui ne voit qu'un tel traité, signé sous la menace, et, d'ailleurs, contenant des stipulations contraires au droit international et au droit interne allemand, n'a pas de valeur pour l'avenir et n'obligerait aucun des successeurs de l'actuel chancelier ? Qui ne voit aussi qu'une telle politique menace les relations avec les Etats arabes, et, par suite, la sécurité stratégique de la Méditerranée ?

Nouvelles européennes
Nouvelles politiques

NOUVELLES D'ALLEMAGNE ET D'ITALIE

Les élections allemandes et italiennes vont avoir lieu au printemps de 1953. De la part des gouvernements une grande offensive se dessine déjà pour découvrir la loi électorale propre à empêcher toute représentation exacte de l'opposition. La loi électorale française avec son fameux système des apparentements sert de base au brevet de perfectionnement que recherchent Adenauer et plus encore de Gasperi. On cherche partout en Europe à maintenir coûte que coûte cette malhonnêteté fondamentale qui a conduit aux résultats que nous pouvons voir.

Les partis d'opposition ont donc été amenés en Allemagne et en Italie à fonder des dispositifs qui leur permettent de se défendre contre cette tentation de falsification de la volonté populaire. A ce point de vue, la menace gouvernementale leur a rendu service. Une tendance générale se dégage, en ce moment, à s'éloigner des positions extrêmes et à tenir une ligne qui permette les alliances nécessaires et qui ait pour résultat de faire des partis d'opposition une force avec laquelle il faudra compter dans le calcul des majorités parlementaires.

C'est le sens du récent Congrès du M.S.I., qui a montré l'esprit de discipline et de maturité politique du parti. Sans rompre avec ceux qui veulent maintenir, à juste titre, une définition rigoureuse du socialisme national, le Congrès, en renouvelant sa confiance au précédent bureau politique, semble avoir voulu approuver, dans l'intérêt du mouvement lui-même, une tactique réaliste et prudente, qui a permis jusqu'ici au M.S.I. d'éviter les embûches que le gouvernement avait semées sous ses pas. Le M.S.I. dispose depuis quelques semaines d'un grand quotidien le **Secolo d'Italia,** dont la direction est assurée par Filipo Anfuso, Valerio Borghese et Almirante. Son journal doctrinal est l'hebdomadaire **Lotta Politica.** Les hebdomadaires **Vespri d'Italia** en Sicile et **Nazione Sociale** à Milan, la revue **Nazionalismo Sociale** à Naples complètent son système de presse.

C'est aussi la tendance qui semble prévaloir en Allemagne depuis la dissolution volontaire du S.R.P. du général Remer. Les pourparlers actuellement en cours semblent s'orienter vers une formule assez large et électoralement efficace, à laquelle s'associeraient les libéraux nationaux du F.D.P. et peut-être une fraction scissionniste du parti d'Adenauer. Ce regroupement national donnerait à l'opposition une autorité politique qui lui a manqué jusqu'à présent, et qui est de l'intérêt de l'Allemagne elle-même aussi bien que de toute construction européenne.

LES REGROUPEMENTS EN ALLEMAGNE

Dans le cadre du regroupement des forces indépendantes en Allemagne, un rassemblement d'un certain nombre d'organisations nationales s'est constitué sous le nom de Communauté Allemande **(Deutsche Gemeinschaft).**

Cette organisation a tenu un important congrès les 15 et 16 novembre au cours duquel ont été définies les conditions de travail en commun tant sur le plan intérieur que sur le plan européen. Cette organisation s'est fixé pour but la création d'une Allemagne libre et indépendante dans une Europe libre et indépendante, communauté des Peuples et des Nations libres.

Dans le cadre de cette organisation, le **Mouvement Social Allemand** a été chargé d'établir, comme section spécialisée de l'organisation, des rapports de confiance et d'échanges d'idées avec les forces nationales des autres pays européens. Le Comité pour le **Mouvement Populaire Européen** compte se mettre en relations rapidement avec le **Mouvement Social Allemand** en vue d'un travail constructif de rapprochement franco-allemand.

D'autre part, le **Mouvement Social Allemand** a créé un comité de coordination des mouvements de jeunesse dont la tâche sera de réunir les nombreux mouvements de Jeunesse nationaux afin d'apporter une contribution effective au travail des différents mouvements de jeunesse européens. Les organisations de jeunesse qui désirent participer à notre travail européen peuvent être mises dès maintenant en relation avec ce comité.

On nous informe également que l'**Association allemande des Anciens Combattants, Mutilés et Invalides de guerre,** dont le siège est à Dusseldorf, serait heureuse de nouer des relations amicales avec des organisations identiques dans les différents pays d'Europe.

Le **Mouvement Social Allemand** prépare des tournées de conférences auxquelles il désirerait faire participer des représentants d'autres nations européennes. Les camarades parlant allemand susceptibles de participer à ce service de conférences sont priés de se mettre en rapport avec nous.

De très nombreux camarades allemands seraient désireux d'entrer en contact personnel avec des camarades des mouvements nationaux européens. Nous pouvons dès maintenant faciliter ces échanges pour les camarades qui en exprimeraient le désir.

LA NOUVELLE LOI ELECTORALE ITALIENNE

Les partis au pouvoir se sont mis d'accord en Italie sur la nouvelle loi qui doit leur permettre de falsifier la volonté populaire pour conserver les places qu'elles se sont partagées. Cette loi, comme nous l'avons dit plus haut, s'inspire du système français des apparentements. D'après la nouvelle loi italienne, les listes apparenteés ayant réuni 51 % des voix disposeront d'une prime massive à la majorité qui leur permettra de s'adjuger les deux tiers des sièges.

« Lotta Politica », organe du **Mouvement Social Italien,** nous donne dans son numéro du 25 octobre 1952, une idée des résultats que l'on pourra obtenir de cette façon. Le nombre de votants aux dernières élections a été de 26.920.000. Avec la nouvelle loi, si la coalition gouvernementale obtient 51 % de ces voix, soit environ 13.290.000, contre 13.000.000 à l'opposition, elle aura 385 man-

dats, soit un pour 34.500 voix. L'opposition aura de son côté 205 mandats, avec un nombre de voix presque égal, soit un pour 64.500 voix.

Les débats de cette loi de malhonnêteté et de falsification ont donné lieu à des scènes tellement violentes, au Parlement italien, que la presse française, malgré sa volonté très connue de se boucher les oreilles, n'a pu éviter d'en rendre compte. Ce n'est que le début d'une bataille parlementaire que les partis de la majorité finiront sans doute par gagner.

Nous ne croyons pas toutefois que ce système de falsification produise, à longue échéance, des résultats très solides. La malhonnêteté ne peut empêcher qu'un jour la volonté du peuple ne se manifeste, et les effets en sont d'autant plus redoutables qu'elle a été plus étouffée.

***

En attendant, les élections partielles ne font que renforcer la position du M.S.I. A la dernière en date de ces consultations, dans la province de Bolzano, le **Mouvement Social Italien** a doublé le nombre de ses suffrages par rapport aux résultats déjà substantiels de 1948. Dans cette région difficile, en raison de son particularisme et des nombreuses listes d'intérêt local, le M.S.I. se classe désormais comme le troisième des grands partis italiens, tandis que, dans la même région, il arrivait au 7e rang en 1948.

D'autre part, continuant son efficace tournée de propagande, le secrétaire général du M.S.I., Augusto de Marsanich, après une triomphale réunion à Milan, a tenu une grande réunion à Ferrare, malgré la mobilisation de toutes les forces communistes qui, faisant appel à tous leurs adhérents régionaux, prétendaient se rendre maîtres de la rue et empêcher la réunion. Le succès de Ferrare a prouvé la fidélité des travailleurs italiens à la ligne tracée depuis quatre ans par le M.S.I., et il a prouvé aussi que les mouvements sociaux nationaux constituent la seule formule d'action politique qui inquiète véritablement les communistes et qui soit propre à empêcher le développement de l'influence communiste.

L'HISTOIRE DES ANNEES TERRIBLES

Nous signalons tout de suite un livre sur lequel nous reviendrons dans notre prochain numéro : **Europa in Trümmern, L'Europe dans les décombres,** du P. Emmanuel Reichenberger. Ce livre, de 500 pages, bourré d'impressionnants documents, est l'histoire de ce qui s'est passé en Europe centrale en 1945. Le P. Reichenberger, à la suite de la publication de ce livre, a reçu le titre de docteur **honoris causa** de l'Université de Graz (Autriche). Nous analyserons pour nos lecteurs cette effroyable déposition, ainsi que d'autres ouvrages, parus en Europe ces dernières années, et totalement inconnus du public français.

Parmi eux, faisons tout de suite mention de trois livres de documentation historique tout à fait remarquables.. L'un, **Auch du warst dabei** de Peter Kleist est, lui aussi, un gros livre de près de 500 pages qui résume l'expérience du peuple allemand de 1933 à 1945. Le second, **Wehrkraft in Zwiespalt,** signé du pseudonyme Hugo C. Bakhaus, étudie la situation psychologique et politique de l'Allemagne actuelle. Enfin, le troisième est le livre, déjà plus ancien, de l'Américain D. Reeds, paru aux Etats-Unis, **From smoke to smother,** une des

plus pénétrantes études sur la situation mondiale, due à l'un des meilleurs et des plus renseignés des journalistes américains, et dont il serait important de faire connaître certaines idées au public français.

L'ELLECTION DU 1er SECTEUR DE LA SEINE

Cette élection partielle est importante, puisqu'elle portait sur près de 500.000 électeurs parisiens; elle a été caractérisée par les résultats suivants :

1° Le parti communiste est en recul pour la première fois. La circonscription était celle de Marty. Le parti communiste n'a fait à peu près aucune perte en pourcentage, mais le nombre des abstentions communistes au premier tour a été égal à celui des autres partis, ce qui est un symptôme sérieux.

2° Le candidat investi par le Centre des Indépendants, M. Paul Coirre, a obtenu une énorme avance sur les candidats de même nuance. Les électeurs modérés votent de plus en plus **suivant l'investiture** et, ici, l'investiture du Centre des Indépendants comportait l'accord du Président Pinay. Toutefois il est à remarquer que cette investiture a été donnée par quelques parlementaires et dans des conditions assez obscures. Cette situation a provoqué d'assez vifs mécontentements. La victoire de M. Paur Coirre, pharmacien multimillionnaire, a été vivement ressentie comme le triomphe de l'argent et, également, comme le triomphe d'une certaine cuisine électorale. Cette impression n'est pas faite pour attirer vers le rassemblement indépendant les éléments jeunes et dynamiques.

3° Le fait politique capital est toutefois la défaite du R.P.F. qui passe de 112.000 voix à 23.000 avec un candidat choisi pourtant parmi ses vedettes, M. Ollivier, rédacteur en chef du **Rassemblement,** hebdomadaire du parti. Cette défaite confirme et aggrave les résultats des élections partielles du 2e secteur de Paris en juin dernier et ceux de la Seine-Inférieure, il y a quinze jours.

Avec ce résultat, le R.P.F. ne représente plus que 5 % des voix du secteur et moins de 9 % des suffrages exprimés au premier tour. Le général de Gaulle restera-t-il à la tête d'un mouvement qui, non seulement n'est plus le rassemblement qu'on proposait il y a quatre ans et qui enlevait alors à Paris la moitié des voix aux élections municipales, mais qui se classe à peine, avec ces nouveaux pourcentages, parmi les partis importants ? Une telle situation n'est-elle pas de nature à provoquer un reclassement dans la politique française ? Telles sont les questions posées par cette élection.

Notre ami Louis Dumat, ancien député de Paris, le seul parlementaire qui ait voté contre de Gaulle en 1945, a recueilli 12.000 voix. Ce chiffre a été une déception. La personnalité de Louis Dumat et sa courageuse campagne méritaient mieux que cela, si tous les appuis qu'il était en droit d'attendre avaient été loyalement mis à sa disposition.

Peut-on défendre l'Europe occidentale ?

Les articles présentés sous le titre Etudes et Tribune libre *sont des opinions et des documents qui n'engagent pas la responsabilité de la rédaction. L'article ci-dessous, analysant un exposé du Dr Ernst Samhaber dans le numéro de décembre de la revue* Zeitschrift für Geopolitik, *nous a paru intéressant comme développement des idées soutenues dans certains milieux militaires allemands sur la défense de l'Europe. Nous avons voulu le faire connaître loyalement pour ne pas dissimuler la complexité du problème européen. De pareilles contributions sont indispensables à la documentation de nos lecteurs. Nous pensons, toutefois, que la tâche essentielle des partisans d'une Europe indépendante est, avant tout, de créer les conditions politiques qui tiendront les pays européens à l'écart d'un conflit éventuel, et leur assureront la possibilité d'avoir une politique étrangère et une stratégie autonomes.*

La stratégie des lignes de défense, expose l'auteur, se réfère à une epoque où les distances n'avaient pas la même signification que maintenant, où l'étendue d'un pays pouvait être regardée comme un désavantage à cause des difficultés de mobilisation tandis qu'elle est regardée aujourd'hui comme un avantage, où les fronts étaient limités par des obstacles naturels ou politiques, où il suffisait d'une rupture de front et d'une avance en profondeur de 200 ou 300 km. pour gagner la guerre. Cette situation était celle de la guerre de 1914 ; elle n'etait déjà plus celle de 1940. Imaginer qu'on peut défendre l'Europe en s'appuyant sur une ligne de défense établie sur le Rhin ou sur l'Elbe, c'est inconsciemment raisonner en termes du passé et se trouver en retard d'une guerre ou plutôt de deux guerres.

Pour le cas d'une guerre avec l'Union soviétique, nous devrions nous habituer à des conceptions toutes différentes. Entre la frontière soviético-norvégienne sur la Mer Blanche et la frontière turco-bulgare sur la Mer Noire la zone de contact s'étend sur 3.000 km. au lieu des 500 km. du front franco-

allemand en 1918. Et les théâtres d'opérations importants peuvent être aussi bien la Scandinavie ou la Mer du Nord, l'Allemagne, l'Italie du Nord, le bassin du Danube, les Balkans, les Dardanelles, et nous ne devons même pas exclure le Caucase ou les divers points d'intervention le long de l'immense continent asiatique.

« *Sur de telles distances l'établissement d'une ligne de défense est un non-sens.* Supposons en effet que le long d'une ligne de défense de 1.000 km. on oppose de part et d'autre cent divisions. Il faudrait, pour que le front soit uniformément tenu et qu'il soit partout suffisamment fort, une division pour 10 km. L'assaillant aurait toujours la possibilité d'attaquer sur un secteur de 100 km. sur lequel il aurait en face de lui 10 divisions, en engageant la moitié de ses forces soit 50 divisions, et il aurait alors une supériorité locale de cinq contre un, en dépit de notre hypothèse de l'égalité des forces, à condition toutefois qu'il s'affaiblisse sur le reste du front. Mais, si son offensive est victorieuse, cette dernière préoccupation n'a plus aucune importance, car son adversaire n'a rien d'autre à faire que de ramener précipitamment toutes ses réserves pour essayer de boucher la brèche qui vient d'être faite.

Par suite, la défensive en Europe occidentale est tout à fait impossible sur n'importe quelle ligne continue. Elle exigerait une intéraction constante entre des forces énormes, tandis que l'adversaire, en tant qu'assaillant pourrait choisir librement le point sur lequel il déciderait de faire porter son offensive. Cela revient tout à fait au même que la ligne de défense soit établie sur l'Elbe ou sur le Rhin. Les troupes qu'on mettra sur cette ligne seront immobilisées et il sera toujours impossible de les faire intervenir assez rapidement contre une offensive portée avec force sur un autre secteur, en Grèce, en Scandinavie, ou en Italie du Nord, par exemple.

Certes, l'étendue des distances est compensée jusqu'à un certain point par la mobilité due au développement de la technique. Il est certain que les grandes unités peuvent être déplacées à de grandes distances beaucoup plus vite qu'autrefois. Mais il faut admettre aussi que ces possibilités de déplacement seront considérablement diminuées par l'intervention de l'aviation, agissant très loin derrière le front. Et, d'autre part, sur une ligne de défense, on accumule trop de matériel précieux pour accepter facilement un abandon provisoire des positions aménagées, et ceci est un élément de paralysie pour les unités engagées. Elles sont obligées d'attendre sur place qu'il plaise à l'assaillant de bien vouloir les attaquer. En même temps, l'Europe occidentale ne peut accepter avec indifférence que, par suite de l'immobilisation de ses forces, des territoires aussi importants pour sa défense que la Scandinavie, l'Italie du Nord et même l'Italie toute entière, la Yougoslavie, le bassin du Danube, la Grèce, la Méditerranée, les Dardanelles ou la Turquie, passent sous le contrôle de l'ennemi au moyen d'offensives locales.

Enfin, il faut tenir compte qu'une ligne de défense ter-

restre, qu'elle soit sur l'Elbe ou sur le Rhin, ou même sur la Meuse, aurait à supporter une tout autre pression que l'armée française en 1914 ou en 1940. Elle devrait subir l'assaut de l'Union soviétique et de ses alliés, c'est-à-dire d'une masse de 300 millions d'habitants disposant d'une production d'acier annuelle de 40 millions de tonnes. Avec les moyens modernes, une avance de 300 et même de 500 km. n'est plus une avance considérable. Or, en pénétrant à 500 km. de l'autre côté du Rhin, un agresseur venant de l'Est atteindrait la côte de la Manche, et, selon sa direction, il ne serait pas loin de la côte atlantique ou de la côte méditerranéenne. Ayant l'avantage des lignes intérieures, il pourrait à son gré poursuivre son offensive en direction de l'Angleterre ou de l'Espagne ou de l'Italie.

De tout cela, il faut conclure que l'Europe occidentale ne peut être défendue sur une ligne appuyée sur le Rhin. Cela signifie-t-il qu'elle est impossible à défendre ?

En termes géographiques la question peut être posée ainsi : existe-t-il en Europe une position assez formidable pour qu'elle puisse devenir une sorte de citadelle permanente de la défense européenne, si elle est convenablement équipée ? »

A cet endroit de son raisonnement, l'auteur remarque que toute pénétration russe en Europe se trouve flanquée sur ses arrières par deux profondes mers intérieures, la Mer du Nord et la Mer Noire, qui constituent deux voies de pénétration extraodinairement efficaces, aboutissant l'une à Léningrad, l'autre à Odessa, et particulièrement précieuses pour des forces qui disposeraient d'une supériorité navale combinée avec une supériorité aérienne, leur permettant le cas échéant des opérations de débarquement.

« Dans cette perspective, deux positions apparaissent sur la carte comme ayant une importance exceptionnelle, l'une est Constantinople et les Dardanelles, au Sud, l'autre est Hambourg et les détroits du Sund au nord. Or, de ces deux places, c'est Hambourg qui possède de la loin la situation la plus importante.

Cela ne tient pas à leurs possibilités quant à la guerre sur mer, mais à leurs possibilités quant à la guerre sur terre. Constantinople possède, abstraction faite des Dardanelles et de l'action de la flotte, une formidable valeur défensive, car elle est le verrou de la Mer Noire. Hambourg, par contre, possède une extraordinaire position offensive. Car elle n'est pas seulement, comme en temps de paix, la porte vers les mers libres, elle est inversement la porte d'entrée des forces atlantiques vers l'immense plaine de l'Europe septentrionale.

Hambourg, en effet, est à 400 km. de l'Erzgebirg, et par conséquent de la frontière nord de la Bohème. Elle offre une telle position de flanquement qu'il est presque impossible de concevoir une offensive se déroulant entre la Bohême et la Mer du Nord, tant qu'on n'a pas fait sauter le verrou de Hambourg.

D'autre part, de Hambourg commence la route fluviale de l'Oder qui s'enfonce profondément sur l'arrière du Massif de Bohème. Même une offensive partant de Tchécoslovaquie en

direction de l'ouest et même du sud, serait paralysée par tette position, à supposer qu'elle ne fût pas rendue impossible par la menace d'une intervention sur ses arrières.

Nous pouvons affimer sans crainte que la présence d'une puissante armée occidentale dans la zone de Hambourg, non seulement protègerait avec certitude le Jutland et par conséquent l'entrée de la Mer du Nord, mais même qu'elle protégerait très vraisemblablement toute la plaine européenne située au nord des Alpes. Une telle armée, à l'embouchure de l'Elbe, serait encore plus efficace. Car elle interdirait aux Soviets de dégarnir toute la côte de la Mer du Nord de ses troupes et de ses réserves pour les engager sur d'autres points, soit dans le Grand Nord, ou à la frontière suédo-finlandaise, soit dans le bassin du Danube, soit du côte de la Mer Noire, pour y chercher la décision.

Cette valeur offensive, la tête de pont de Hambourg la doit à la Mer du Nord qui s'enfonce profondément dans les terres et qui peut être puissamment défendue contre toute attaque venant de la côte sud par l'appui de la flotte et la présence du porte-avions naturel constitué par la Scandinavie.

A 500 km. à l'Est de Hambourg se trouvent l'embouchure de la Vistule et le port de Dantzig. Tandis qu'une avance de 500 km. en territoire soviétique risque toujours d'être stoppée soit par l'étendue du territoire, soit par la difficulté des communications et le manque de flanquements, une offensive de l'Elbe sur la Vistule n'aurait à faire face qu'à des problèmes de ravitaillement qui peuvent toujours être résolus par la voie maritime, sans crainte d'aucune menace sérieuse. Une poussée ultérieure de 500 km permettrait d'atteindre la Duna et le port de Riga, libre pendant l'été, et placerait une force d'opérations à 500 km. de Léningrad et à 800 km. de Moscou, tout en bénéficiant d'excellentes liaisons maritimes et d'une possibilité continuelle de repli sur la flotte. Ainsi pourrait-on constituer une tête de pont analogue à celle de Courlande pendant la dernière guerre qui fut longtemps comme une épine dans la chair de l'adversaire.

Cette force de la Mer du Nord appuyée sur ses liaisons maritimes ,aurait la possibilité de changer à tout moment la direction de ses opérations sans craindre que ses liaisons soient gravement menacées. Elle pourrait à volonté opérer en remontant la vallée de l'Oder, celle de la Vistule, celle de Memel, celle de la Duna. Dans chacune de ces opérations, ses arrières seraient couverts, ses flancs défendus, et une route fluviale appuyée sur la mer serait à sa disposition et lui permettrait de faire des raids jusqu'au cœur du dispositif adverse, en direction de Berlin ou de Dresde, de Varsovie ou de Cracovie, de Vilna ou de Minsk.

Un tel système obligerait l'ennemi à affronter une bataille frontale sur la ligne est-ouest dans des conditions très difficiles, avec une menace constante sur ses arrière et sur une ligne parallèle à sa direction d'attaque, qui risquerait de transformer tout échec en catastrophhe, en rejetant ses troupes sur le massif du Harz, les Carpathes ou les marais du Pripet.

Au contraire, pour les forces occidentales, le fait de pouvoir atteindre n'importe lequel de ces trois obstacles naturels donnerait beaucoup de solidité au dispositif de défense occidentale pour le cas où l'ennemi voudrait amener des réserves puisées dans le sud de son front d'attaque, la région des Balkans et de la Mer Noire, car les lignes de ravitaillement des Occidentaux appuyées sur la Mer du Nord auraient à peine plus de 500 km. tandis que l'ennemi serait obligé de déplacer ses forces sur des lignes beaucoup plus étendues.

Il ne resterait à l'ennemi qu'un moyen de s'en sortir : ce serait de monter une offensive venant de l'Est et se développant le long de la côte de la Mer du Nord. La difficulté d'une telle offensive est évidente. Elle aurait à franchir des obstacles fluviaux placés sur sa route l'un après l'autre, sous la pression continuelle d'un flanquement venant de la Mer du Nord et menaçant son aile droite, tandis que la liberté de manœuvre de sa gauche serait limitée par les massifs montagneux qui s'opposeraient à tout déploiement d'une certaine envergure.

Si une telle forteresse du Nord se dressait contre eux à l'embouchure de l'Elbe, les Soviets n'auraient aucune autre solution que de transformer toute leur conduite de la guerre en tenant compte de cette situation nouvelle. Ils seraient obligés de chercher la décision de la guerre sur ce point, dans la zone de la Mer du Nord, et seraient contraints à renoncer à des succès remportés à bon compte sur les autres théâtres d'opération. Car la conquête de la Yougoslavie, de l'Italie du Nord ou de la Grèce, et même l'occupation des Dardanelles ne seraient pas des succès décisifs, tant que l'ennemi reste maître de la Mer du Nord et peut de là, grâce à ses liaisons maritimes, diriger une attaque concentrique sur Moscou à partir de Léningrad, Riga, et même Arkangelsk. Et si l'on réussissait à monter une telle attaque, les forces soviétiques ramenées de la zone de la Méditerranée arriveraient trop tard pour jouer dans la bataille un rôle capital. »

L'auteur de cette étude termine en examinant les possibilités de défense d'un point d'appui sur l'embouchure de l'Elbe, qu'il trouve bonnes, en raison des possibilités de flanquement à droite et à gauche de tout assaillant progressant le long des deux rives du fleuve. Mais il ne nie pas. par contre, que la proximité de la ligne de démarcation et l'étroitesse de la plateforme ne constituent des inconvénients.

Il ne semble pas voir non plus, et c'est le reproche essentiel qu'on peut adresser à son étude, que l'U.R.S.S. étant actuellement la plus grande puissance mondiale en ce qui concerne le nombre des sous-marins et la production des avions, des opérations navales dans la Mer du Nord et la Baltique pourraient se heurter à des difficultés considérables. La valeur d'une telle objection ne peut être appréciée, bien entendu, que par des spécialistes convenablement informés des derniers perfectionnements techniques.

LE DRAME DE CASABLANCA

Au moment où nous mettons sous presse, nous arrivent les nouvelles dramatiques de l'émeute de Casablanca. Quel que soit l'esprit d'équité avec lequel on souhaite examiner nos rapports avec les nations arabes, il nous est impossible de ne pas dénoncer comme un symptôme très grave la collusion manifeste entre certains éléments nationalistes et le parti communiste. Nous payons, certes, à Casablanca, et dans les conditions les plus tragiques, les erreurs effroyables d'un des septennats les plus tristes de notre histoire, mais ce serait une autre erreur et non moins graves pour les nationalistes arabes d'apparaître en Méditerranée comme les alliés de l'agitation bolchevique.

Notre présence au Maroc est indispensable à la sécurité de la France et à la sécurité de l'Europe. Le Maroc et la Tunisie sont des bases vitales de l'ensemble stratégique eurafricain. Aucun pays étranger, quel qu'il soit, n'est habilité à intervenir entre la France et le Maroc ou la France et la Tunisie : toute enquête, toute ingérence devrait avoir pour conséquence immédiate notre retrait de l'O.N.U. et notre refus de reconnaître ses décisions. Ceci dit, c'est à nous-mêmes, et, avec nous, à la communauté des nations d'Europe directement intéressée comme nous à ce qui se passe au Maroc et en Tunisie, qu'il appartient d'étudier une politique raisonnable. Ajouterons-nous que nous souhaitons, pour notre part, que cette solution ait l'accord des pays arabes de la Méditerranée, qui doivent être dans l'avenir des alliés et des amis sincères d'une Europe indépendante et nationale ?

Il serait absurde de vouloir improviser en quelques lignes des solutions que, seuls, des spécialistes connaissant bien les problèmes locaux peuvent suggérer. Ne répétons pas la faute majeure du gouvernement français, qui prétend diriger de Paris, et par les services omnipotents du Quai d'Orsay, des questions qui devraient être tranchées sur place, après des enquêtes sérieuses. Mais, c'est surtout dans un esprit nouveau que devrait être reprise toute la question de notre politique méditerranéenne dont les problèmes du Maroc et de la Tunisie dépendent en partie.

Dès maintenant, nous devrions rechercher ce qui peut être fait dans le sens d'une telle solution. Nous devons respecter dans le peuple arabe un peuple d'une civilisation et d'une culture anciennes, auquel nous unissent des liens mutuels de reconnaissance et d'amitié. Nous devons respecter aussi les préjugés de la population arabe, même si nous ne les comprenons pas bien. Si le gouvernement français n'apparaissait pas comme ayant pris le parti d'Israel, dans la lutte des Etats arabes contre l'Etat d'Israel, notre situation en serait facilitée d'autant. Le peuple arabe n'est pas hostile à la France. Il est irrité et poussé au désespoir par une certaine orientation de notre politique. Commencer à causer dans un autre esprit avec d'autres perspectives, voilà par quoi l'on devrait commencer. Ce serait le meilleur moyen de diminuer l'effet des propagandes intéressées au désordre et à la guerre civile.

Si nos idées vous intéressent, si vous êtes d'accord avec les grandes lignes de notre action, abonnez-vous ou envoyez-nous le prix du présent numéro (100 fr.), en remplissant le chèque postal accompagnant votre exemplaire. Si notre bulletin ne vous intéresse pas, renvoyez-nous le présent exemplaire sous bande affranchie à 5 francs : Votre nom sera effacé sur nos listes. Merci.

TARIF DE PROPAGANDE

Pour ceux de nos camarades qui trouvent trop élevé le prix du présent bulletin, établi en tenant compte de nos suppléments éventuels, brochures, tracts, etc., ainsi que de l'augmentation probable de notre nombre de pages dans les numéros suivants, nous pouvons, sur leur demande, leur accorder le bénéfice de notre tarif de propagande (le numéro : 50 fr.).

ENVOIS DE PROPAGANDE

Pour ceux de nos camarades qui ont le moyen de distribuer autour d'eux des exemplaires de propagande, nous pouvons, sur leur demande, leur envoyer, ou envoyer à l'adresse indiquée par eux, de exemplaires à tarif réduit de propagande (le numéro : 50 fr.), contre virement correspondant à notre compte de chèques postaux, « Les Sept Couleurs », C.C.P. 218.219 Paris.

LISTE DE SYMPATHISANTS

Si vous voulez nous aider, donnez-nous ci-dessous, sans engagement de votre part, des adresses de personnes qui vous paraissent pouvoir être intéressées par nos idées, en vue de l'envoi de notre bulletin.

.....

.....

.....

.....

.....

Le Gérant : G. FONTENAY — Impr. St-Denis, 86 fg St-Denis

CATALOGUE

des Editions « Les Sept Couleurs », 35, r. Cortambert, Paris-16e

Ouvrages de **Robert BRASILLACH**

Poèmes de Fresnes	240 fr.
Lettre à un soldat de la classe 60 (en réimpression)	240 »
Chénier	150 »
Les Quatre Jeudis	690 »

Ouvrages de **Maurice BARDECHE**

Lettre à François Mauriac	360 fr.
Nuremberg ou la terre promise (épuisé)	480 »
luxe (épuisé)	900 »
Nuremberg II ou les faux monnayeurs	450 »
luxe	750 »
L'œuf de Christophe Colomb	390 »
luxe	900 »

Maurice BARDÈCHE

L'Œuf de Christophe Colomb

LETTRE A UN SÉNATEUR D'AMÉRIQUE

L'UN DES LIVRES POLITIQUES LES PLUS IMPORTANTS DES CINQ DERNIERES ANNEES

Un vol. de 225 pages — Prix : 390 francs

Les Sept Couleurs, 35, r. Cortambert XVIe, C.C.P. 218.219 Paris